Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction mobilité, emplois,carrières** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDMEC/2014-234** **26/03/2014**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 12

Objet : Appel de candidatures : 12 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du «2ème cercle» ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence de Services et de Paiement (ASP) :

1 poste de chef(fe) de secteur "emploi" (catégorie B) à MONTREUIL (93).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire Alimentation, Environnement, Travail (ANSES) :

1 poste de directeur(rice) des achats adjoint (Catégorie A+ ou agent contractuel) à Maisons-Alfort (94).

Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) :

1 poste de directeur(rice) du centre régional de la propriété forestière du Limousin (Catégorie A+) à LIMOGES (87).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de responsable de pôle OCM vitivinicole (F/H) (Catégorie A) à MONTREUIL (93).

1 poste de responsable de pôle promotion (F/H) (catégorie A) à MONTREUIL (93).

1 poste de responsable de pôle instruction liquidation aides de crises (F/H) (catégorie A) à MONTREUIL (93).

Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) :

1 poste de secrétaire général, responsable du service de l'administration générale (F/H) (Catégorie A ou A+) à MONTREUIL (93).

1 poste de responsable du service "contrôle" (F/H) (catégorie A ou A+) à MONTREUIL (93).

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) :

1 poste d'expert long-terme international - responsable de projet de coopération internationale (CRJ) (F/H) (Catégorie A) à RABAT (Maroc).

Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) :

1 poste de chargé(e) de mission "tortues marines" (catégorie A) à LAMENTIN (Guadeloupe).

1 poste d'ingénieur expert en épidémiologie ou en écotoxicologie appliquée à la faune sauvage (F/H) (catégorie A+) à AUFFARGIS (78).

1 poste de délégué(e) interrégional adjoint Outre-Mer (catégorie A) à CAYENNE (Guyane).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Agence de Services et de Paiement - Délégation Régionale d'Ile de France
12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 40004 - 93555 MONTREUIL cedex

Chef(fe) de secteur « Emploi »

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste : F4021
Catégorie : B</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : Sans objet</td><td>Cotation part fonction PFR : Secrétaire administratif : 5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste susceptible d'être vacant / SREPES</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Poste de chef de secteur « Emploi » au sein du service de gestion des aides du domaine formation professionnelle et emploi.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le (ou la) titulaire du poste assure la responsabilité d'une équipe de gestionnaires de dossiers d'aides à l'emploi.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Encadrer une équipe d'une quinzaine de personnes.
- Veiller au respect des objectifs individuels et collectifs et à la qualité du traitement des dossiers.
- Appliquer et mettre en œuvre la réglementation technique, les directives et instructions des directions du siège.
- Réaliser les recherches techniques et réglementaires et mettre en œuvre les procédures.
- Collaborer à la rédaction de notes internes et de modèles de courrier.
- Participer en tant que de besoin à la gestion des dossiers d'aide.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne : le chef de service et son adjoint, les autres services de la délégation régionale et les correspondants des directions métiers du Siège de l'ASP.
En externe : interlocuteurs de Pôle Emploi, des unités territoriales de la DIRECCTE Ile de France, du Conseil régional et des Conseils généraux.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Capacité à assimiler une réglementation et des procédures techniques.
- Connaissance de l'organisation administrative générale dans laquelle s'inscrivent les dispositifs de mise en œuvre d'aides publiques.
- Pratique d'outils informatiques de gestion.</td><td>- Aptitude au management.
- Capacité d'organisation et d'adaptation.
- Sens du travail en équipe.
- Polyvalence.
- Rigueur.
- Autonomie et capacité à rendre compte.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Nicole Laporte, déléguée régionale adjointe, chef du service de gestion des aides - Tél. : 01.70.24.97.12
nicole.laporte@asp-public.fr
Sophie Le Floch, chef du service administratif et financier - Tél. : 01.70.24.97.15
sophie.lefloch@asp-public.fr
Thierry DOUVILLE, chef de service adjoint des parcours professionnels
thierry.douville@asp-public.fr
Myriam GASNIER, Conseillère carrières DRH/SEEC - Tél. : 05.55.12.00.36
myriam.gasnier@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Date : 24/03/2014

Poste à pourvoir	**Directeur des achats adjoint (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat de droit public à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des achats
Missions / contexte	La Direction des achats a pour mission de déployer l'ensemble des procédures, des moyens et des outils pour moderniser et professionnaliser la fonction achat au sein de l'Agence. Elle assure les achats en fourniture, travaux, services. Elle est composée de 3 services (24 agents) : service déplacements, service achat/marché et le service gestion de la commande.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Assister la Directrice des achats dans ses missions d'élaboration et de développement d'une politique d'achat ayant pour objectifs principaux l'efficience économique et le développement durable.
Appuyer le pilotage des activités et des services de la Direction.
Assure la suppléance du directeur des achats en cas d'absence de ce dernier.

Activités

Sous l'autorité de la Directrice des achats :
Piloter les activités

- Elaborer et mettre en œuvre la politique d'achat en cohérence avec la stratégie globale de l'établissement et au service des opérationnels
- Accompagner le changement dans le cadre du déploiement de nouveaux outils informatiques
- Déterminer les procédures adaptées dans le respect du code des marchés publics et dans un souci d'efficience
- Assurer le suivi administratif et financier des conventions de recherche développement et des appels à projet de recherche ;
- Elaborer et mettre en œuvre la politique voyage et optimiser la gestion des déplacements
- Formaliser, mettre à jour et diffuser les règles et bonnes pratiques d'achat, de commande et de déplacement
- Apporter un appui aux entités

Piloter les services

- Optimiser les processus des services (optimisation des délais de traitement)
- Déployer les outils de gestion, assurer l'amélioration continue des procédures
- Identifier et optimiser les ressources allouées
- Suivre et rendre compte de l'activité des services
- Valoriser les compétences des agents.
- Organiser et prioriser le travail des services
- Apporter un appui technique aux chefs de service

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 en gestion financière et administrative publique

Expériences similaires

- Expérience confirmée en management (plus de 5 ans)
- Expérience dans le domaine des achats et des marchés publics (plus de 5 ans)

Compétences

- Connaissance des règles de la comptabilité publique et des marchés publics
- Connaissance des règles de fonctionnement des structures publiques
- Compétences en management avérées, leadership
- Aptitude à développer une organisation efficiente, à conduire le changement
- Aptitudes relationnelles, bonne capacité d'écoute
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité de reporting
- Capacités rédactionnelles et aptitude à la communication orale
- Maitrise de l'outil informatique (pack office)

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 14 avril 2014

Renseignements sur le poste : Sonia VIGOUROUX, chargée de mission recrutement (sonia.vigouroux@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-037 à : recrutement@anses.fr

CENTRE RÉGIONAL
LIMOUSIN

APPEL A CANDIDATURE
CRPF du limousin – Délégation Régionale du CNPF

EMPLOI PROPOSE

- **Directeur du CRPF** *(Centre Régional de la Propriété Forestière) du Limousin*
- Poste à pourvoir au **1er Octobre 2014**

DESCRIPTION DU POSTE

- Le CRPF du Limousin est une délégation régionale du Centre National de la Propriété Forestière (CNPF), chargée d'orienter et de développer la gestion des forêts privées pour la région Limousin (trois départements : Haute-Vienne, Creuse et Corrèze).
- La forêt du Limousin couvre le tiers de la surface régionale (50% en Corrèze, 25% dans les 2 autres départements). C'est une forêt à 95% privée, environ 560.000 ha appartenant à 150.000 propriétaires.
  Composée aux 2/3 de feuillus (chênes en majorité), la forêt limousine renferme plus de 70.000 ha de douglas, extrêmement productifs.
  Atout majeur pour le Limousin, la forêt y alimente une filière de transformation forte de 7.900 salariés qui fait du Limousin la 1° région française pour le poids des industries du bois dans l'économie locale.
- Personnel du CRPF : 21 agents titulaires *(dont 1 directeur adjoint et 5 ingénieurs)* et 5 agents sur ressources externes.
- Description sommaire du poste :

  Le Directeur, en relation permanente avec le Président et les membres du Conseil de Centre, ainsi qu'avec les Services Généraux du CNPF, doit veiller au bon accomplissement des nombreuses missions qui incombent au CRPF, soit du national au régional : missions générales fixées à l'article L321-1 du Code Forestier, Contrat d'Objectifs et de Performance Etat – CNPF, stratégie régionale adoptée par le Conseil de Centre.

  Un autre champ important d'activités du Directeur est d'initier et de suivre des conventions de financement avec l'Etat, la Région Limousin et l'Europe (FEADER, FEDER…).

  Il doit veiller à maintenir un très bon partenariat avec le Syndicat des Forestiers Privés du Limousin.

PROFIL RECHERCHE

Exigences : diplômes ou postes acceptés, ancienneté

- Ingénieur des Ponts, des Eaux et des Forêts,
- Ingénieur Civil du GREF, des Forêts, des Eaux et Forêts ou équivalent,
- Directeur d'un autre CRPF,
- Directeur Adjoint d'un autre CRPF ayant atteint le 6e échelon de l'emploi et justifiant d'au moins une année d'ancienneté dans cet échelon,
- 10 années d'activités professionnelles, dont 5 ans de pratique forestière.

CENTRE RÉGIONAL LIMOUSIN

Compétences et qualités requises

- Motivation pour la forêt privée et son développement,
- Compétences techniques et administratives nécessaires pour occuper le poste,
- Bonne compréhension des grands enjeux de la forêt régionale : mobilisation de la ressource, bois énergie, regroupement de la gestion, environnement, acceptation sociale de l'exploitation forestière, formation et information des propriétaires, forêt privée et territoires ….
- Capacité à manager le personnel du Centre,
- Qualités relationnelles pour les contacts et négociations avec les nombreux acteurs de la forêt : propriétaires forestiers, professionnels de la forêt privée, élus, représentants et membres des organismes de la filière, financeurs, partenaires institutionnels ….
- Maîtrise de l'anglais.

SITUATION ADMINISTRATIVE

- Statut : CDI ou fonctionnaire détaché, selon statuts des personnels du CNPF *(Décret n° 2009-547 du 15/05/2009)*, dispositions applicables aux agents non titulaires de l'État *(Décret n°86-83 du 17/01/1986)*
- Résidence administrative : Limoges *(Haute-Vienne)*

PERSONNES A CONTACTER

- M. Pierre de LA POMÉLIE – Président du CRPF *(Pierre.DE-LA-POMELIE@total.com)*
- M. Bruno BOULET-GERCOURT - Directeur *(☎ 05 87 50 42 01 ou bruno.boulet-gercourt@crpf.fr)*

DEPOT DE CANDIDATURE

Envoyer avant le 18 avril 2014, un dossier comprenant :

- Une lettre manuscrite de motivation
- Un curriculum vitæ

à M. Thomas FORMERY, Directeur Général du CNPF
47, rue de Chaillot – 75116 PARIS
(*cnpf@cnpf.fr*)

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
FranceAgriMer
Interventions/Programmes opérationnels et promotion/Promotion
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Responsable de pôle OCM vitivinicole (F/H)

N°appel à candidature : 140214
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 3 si attaché d'administration**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	Au sein de la direction « Interventions » de FranceAgriMer, le poste est rattaché au service « Programmes opérationnels et promotion » et à l'unité « Promotion » (30 personnes). L'unité gère différents processus d'aide à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE. Des crédits nationaux et/ou communautaires sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions, …) dans leurs actions de promotion.
Objectifs du poste	Le poste concerne la promotion dans le secteur vitivinicole. Il consiste en l'animation du pôle « pilotage » dans le cadre du dispositif OCM Vitivinicole. Le pôle est constitué, à ce stade, de 2 agents.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Pilotage de l'ensemble du dispositif. - Gestion du flux des dossiers arrivés (enregistrement, affectation, …). - Préparation des appels à projets et analyse des candidatures (expertise des dossiers, notation et notification des résultats). - Suivi de la réglementation. - Préparation des comités de pilotage et autres commissions. - Alimentation de la base de données. - Elaboration d'outils de pilotage. - Gestion de dossiers particuliers.
Champ relationnel du poste	- Différents services de FranceAgriMer, dont notamment service visa de l'agence comptable / service des contrôles / service régionaux / service coordination et déclarations communautaires et des contrôles externes. - Opérateurs bénéficiaires des aides.

Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtriser :**
	- De l'environnement institutionnel général et propre au domaine d'activité. - Des bases réglementaires des dispositifs d'aides communautaires. - De l'organisation interne de l'établissement.	- Procédures internes de gestion. - Des outils bureautiques et applicatifs métier. - Des techniques d'expression écrite et orale. - Des techniques de management.

Personnes à contacter	Thierry JANVIER chef du service programmes opérationnels et promotion Tél. : 01.73.30.29.80 thierry.janvier@franceagrimer.fr Lucilia MASSON chef de l'unité promotion Tél. : 01.73.30.22.02 lucilia.masson@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : 18 avril 2014

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
FranceAgriMer
Interventions / Programmes opérationnels et promotion / Promotion
12, rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Responsable de pôle promotion (F/H)

N°appel à candidature : 140213 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 3 si attaché d'administration**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	Au sein de la direction « Interventions » de FranceAgriMer, le poste est rattaché au service « Programmes opérationnels et promotion » et à l'unité « Promotion » (30 personnes). L'unité gère différents processus d'aide à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE. Des crédits nationaux et/ou communautaires sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions, …) dans leurs actions de promotion.	
Objectifs du poste	Le poste est rattaché à la promotion générique et consiste en l'animation d'un des pôles « communautaire et national » et plus particulièrement le portefeuille de dossiers concernant les filières viandes, céréales, vitivinicole et pêche.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Réception, évaluation et notation des programmes. - Echanges avec la DGPAAT, la Commission et le dépositaire du programme. - Rédaction des contrats et/ou conventions. - Suivi de l'exécution des contrats (validation du matériel, …). - Programmation et suivi des contrôles. - Préparation des dossiers pour les conseils spécialisés. - Supervision de la liquidation des dossiers.	
Champ relationnel du poste	- Différents services de FranceAgriMer, dont notamment service visa de l'agence comptable / service des contrôles / délégués filières / service coordination et déclarations communautaires et des contrôles externes. - DGPAAT, Commission et les dépositaires des programmes.	
Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :** - De l'environnement institutionnel général et propre au domaine d'activité. - Des bases réglementaires des dispositifs d'aides communautaires. - De l'organisation interne de l'établissement.	**Savoir faire / Maîtriser :** - Des procédures internes de gestion. - Des outils bureautiques et applicatifs métier. - Des techniques d'expression écrite et orale. - Des techniques de management.
Personnes à contacter	Thierry JANVIER chef du service programmes opérationnels et promotion Tél. : 01.73.30.29.80 thierry.janvier@franceagrimer.fr Lucilia MASSON chef de l'unité promotion Tél. : 01.73.30.22.02 lucilia.masson@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : 18 avril 2014

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
FranceAgriMer
Interventions / Aides nationale appui aux entreprises et à l'innovation /
Aides aux exploitations et expérimentation
12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex

Responsable de pôle instruction liquidation aides de crises (F/H)

N°appel à candidature : 140312
Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : sans objet	**Cotation part fonction PFR : 3 si attaché(e) d'administration**
Poste susceptible d'être vacant	**Localisation : Montreuil (93)**

Présentation de l'environnement professionnel	Au sein de la Direction des Interventions – Service Aides nationales, Appui aux entreprises et à l'innovation, l'unité Aides aux exploitations et expérimentation a en charge la gestion d'aides nationales relatives à l'assistance technique, l'expérimentation et aux investissements dans les exploitations agricoles. Elle est également chargée de mettre en œuvre des dispositifs nationaux d'accompagnement en cas de crise et est responsable du pilotage et de la gestion du programme cofinancé pour la filière apicole. L'unité compte trois pôles : Filières animales, Filières végétales et Filière apicole-Gestion de crise.
Objectifs du poste	Dans le périmètre du pôle « Filière apicole et gestion de crise » qui gère à la fois les aides cofinancées dans le domaine de l'apiculture et les aides de crises pour toutes les filières, animales ou végétales, le poste a pour objectif d'assurer la mise en œuvre, la coordination des dispositifs d'aides et l'encadrement des agents en charge de leur gestion.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	- Contribuer au suivi de la mise en œuvre d'un portefeuille d'aides de crises. - Assurer le contact et les échanges nécessaires au traitement des dossiers d'aides de crises, notamment la coordination avec les services déconcentrés du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt. - Participer à la réflexion sur la mise en place des aides de crises. - Participer au développement et aux évolutions des applications informatiques. - Expertiser, superviser l'instruction et la liquidation des dossiers d'aides de crises. - Le cas échéant, en fonction de la périodicité des pics d'activité des différents domaines d'activités de l'unité, participer à l'instruction et à la supervision d'autres aides gérées par l'unité, notamment les aides du programme apicole.
Champ relationnel du poste	Interne FranceAgriMer, services déconcentrés du MAAF, MAAF.

Compétences liées au poste	**Savoirs/Connaissances :**	**Savoir-faire/Maîtriser :**
	- De l'environnement institutionnel et propre au domaine d'activité. - Des bases réglementaires des dispositifs d'aides nationales. - De l'organisation interne de l'établissement.	- Des procédures internes de gestion. - Des outils bureautiques et applicatifs métiers. - Des techniques d'expression écrites et orales. - Aptitude à l'encadrement.

Personnes à contacter	Pierre-Yves BELLOT, directeur des interventions Tél. : 01.73.30.30.13 pierre-yves.bellot@franceagrimer.fr Katia TARASSENKO, chef de l'unité aides aux exploitations et expérimentation Tél. : 01.73.30.30.81 Katia.tarassenko@franceagrimer.fr Marion ROBERT-VERITE, adjointe au chef de l'unité aides aux exploitations et expérimentation – gestion des crises – Tél. : 01.73.30.35.18 marion.verite@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, chef de l'unité développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr

Date limite de dépôt de candidature : 18 avril 2014

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Institut National de l'Origine et de la Qualité
Arborial- 12, rue Henri Rol-Tanguy

93555 Montreuil-sous-Bois

Secrétaire général, Responsable du service de l'administration générale (F/H)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste :
Catégorie : A ou A+</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : sans objet</td><td>Cotation part fonction PFR : Attaché(e)
d'administration : 4,5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant :</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est l'établissement public administratif chargé de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires relatives aux signes d'identification de la qualité et de l'origine. Ses missions principales sont les suivantes :
- Reconnaissance des signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).
- Suivi des signes d'identification de la qualité et de l'origine.
- Contrôle des signes d'identification de la qualité et de l'origine.
- Protection des signes d'identification de la qualité et de l'origine.
- Protection des aires d'appellation d'origine.
- Promotion des concepts et information.
L'INAO a son siège à Montreuil/Bois. Il regroupe 250 agents, dont 180 en région, répartis sur 25 sites, 18 dans le cadre de la réorganisation territoriale en cours, et regroupés en 8 délégations territoriales. Son budget est de 23 millions d'euros.

En outre, l'activité de l'INAO s'appuie sur 6 comités ou conseils nationaux, composés de professionnels qui instruisent ses décisions.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Assurer le fonctionnement administratif de l'Institut.
Coordonner les travaux de préparation budgétaire.
Piloter la politique de ressources humaines et la formation.
Développer les outils du contrôle de gestion et le contrôle interne.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Sous l'autorité du directeur de l'INAO, le titulaire du poste aura la responsabilité de :
- La préparation et l'exécution du budget de l'INAO, 201.
- La gestion des ressources humaines.
- Le fonctionnement logistique des différentes implantations.
- La formation.
Il prépare le Conseil permanent pour les sujets relevant de sa compétence ainsi que les instances de concertation avec les représentants du personnel, préside le CHSCT au nom du directeur.
Il anime un service de 15 agents, dont 5 agents de catégorie A.
En outre, le titulaire du poste aura une mission de coordination des fonctions supports et devra à ce titre travailler étroitement avec le responsable du service des systèmes d'information, de la diffusion, de l'économie et de la communication et avec la cellule en charge du secrétariat des comités nationaux et du conseil permanent, commissaire du gouvernement.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Ensemble des services nationaux et territoriaux de l'INAO , contrôleur financier, agent comptable, services du secrétariat général du MAAF.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Solides connaissances en administration générale : budget, ressources humaines, achats et marchés publics.</td><td>- Capacité à travailler en équipe.
- Capacités de management.
- Rigueur et diplomatie.
- Capacité à dialoguer et à proposer.
- Capacités d'analyse et de synthèse.
- Expérience dans des fonctions similaires en particulier avec restructuration interservices.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Jean-Luc Dairien, Directeur de l'Institut National de l'origine et de la qualité -
Tél. : 01.73. 30.38.03
jl.dairien@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
Institut National de l'Origine et de la Qualité
Arborial-12, rue Henri Rol-Tanguy

93555 Montreuil-sous-Bois

Responsable du service « contrôle » (F/H)

<table>
<tr><td colspan="3">N°du poste :
Catégorie : A+ ou A Fonction publique ou Statut unifié groupe 1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : sans objet</td><td>Cotation part fonction PFR : Attaché(e) d'administration : 4,5</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'INAO est l'établissement public administratif chargé de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires relatives aux signes d'identification de la qualité et de l'origine. Ses missions principales sont les suivantes :
- Reconnaissance des signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO).
- Suivi des signes d'identification de la qualité et de l'origine.
- Contrôle des signes d'identification de la qualité et de l'origine.
- Protection des signes d'identification de la qualité et de l'origine.
- Protection des aires d'appellation d'origine.
- Promotion des concepts et information.
L'INAO a son siège à Montreuil/Bois. Il regroupe 250 agents, dont 180 en région, répartis sur 25 sites, 18 dans le cadre de la réorganisation territoriale en cours, et regroupés en 8 délégations territoriales. Son budget est de 23 millions d'euros.
En outre, l'activité de l'INAO s'appuie sur 6 comités ou conseils nationaux, composés de professionnels qui instruisent ses décisions.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">1) Animation et encadrement fonctionnel et administratif du service chargé des contrôles.
2) Coordination des agents en charge de procédures de contrôles et/ou de conseils afférents dans les délégations territoriales.
3) Pilotage des organismes certificateurs et d'inspection et coordination de leurs actions.
4) Participation à l'évolution progressive des dispositifs de contrôle vers l'assurance-qualité.
5) Réorganisation et fiabilisation du système de contrôle de 2ème niveau (supervision).</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Préparer les travaux du Conseil agréments et contrôles : agrément des organismes de contrôle, approbation des plans de contrôle et d'inspection, élaboration des principes généraux destinés à harmoniser le fonctionnement des contrôles.
- Préciser et systématiser la simplification des procédures de contrôles.
- Organiser et fiabiliser la supervision des procédures de contrôles.
- Gérer les relations avec les administrations françaises et européennes et avec le COFRAC dans le périmètre de compétence du service.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des procédures et l'animation du réseau de correspondants contrôles en délégation territoriales.
- Veiller au regroupement et à l'analyse des données relatives à l'ensemble des contrôles des signes d'identification de la qualité et de l'origine, et rédiger les rapports de synthèse, fiche d'informations et/ou notes d'orientation ou de méthode sur ces contrôles.
- Participer activement, voire piloter, la coordination des corps de contrôle partenaires de l'Institut.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">L'ensemble des services nationaux et territoriaux de l'Institut, les services compétents du ministère de l'agriculture, les responsables des autres corps de contrôle, les organisations professionnelles des SIQO, les OC/OI.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel.
- Maitrise de la législation et de la réglementation relatives aux compétences du service.
- Expérience/connaissance des méthodes de certification d'une procédure par assurance-qualité.</td><td>- Capacités managériales, d'encadrement et d'animation d'équipe.
- Autonomie et capacités d'adaptation et d'initiative ; aptitude à l'innovation.
- Facilité d'expression orale et écrite.
- Aptitude à la synthèse.
- Capacités de représentation.
- Discrétion et respect de la confidentialité.</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées au Directeur de l'INAO.
M. Jean-Luc DAIRIEN - Tél. : 01.73.30.38.03
jl.dairien@inao.gouv.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Expert long-terme International
Responsable de projet de coopération internationale (CRJ) (F/H)

à Rabat au MAROC

Début de mission estimée : janvier 2015

Profil statutaire le cas échéant :Catégorie A

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Un appel à proposition devrait être lancé prochainement auprès des États membres de l'Union européenne pour un projet de jumelage avec le Maroc de 24 mois, intitulé **« Renforcement des capacités de l'Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires (ONSSA) en matière d'homologation des produits phytopharmaceutiques, des fertilisants et supports de cultures ».** La France envisage de répondre à cet appel et doit notamment proposer un(e) chef de projet désigné(e) par le MAAF et un(e) Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ) qui fait l'objet du présent appel à candidature.	
OBJECTIFS DU POSTE	L'objectif global du jumelage est le rapprochement de la législation et des pratiques marocaines relatives aux produits phytosanitaires et le renforcement des capacités de mise en œuvre et de contrôle de la législation par l'Office National de Sécurité Sanitaire des produits Alimentaires (ONSSA).	
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un expert long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien. Résidant au Maroc pour 24 mois, il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts marocains et français : - Préparer tous les documents liés au jumelage. - Coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude. - Fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet. - Faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées. - Organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet. - Fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des missions, séminaires et formations. La langue de travail sera le français.	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Il/elle sera amené/e à superviser la mise à jour du cadre législatif au regard de la réglementation européenne dans ce domaine et à assister l'ONSSA et le Ministère de l'Agriculture en charge de ces sujets.	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	- Diplôme universitaire dans le domaine de l'agriculture et de la forêt ou tout autre domaine pertinent. - Maitrise du corpus législatif et réglementaire, aux niveaux européen et national, **dans le domaine phytosanitaire.** - Forte aptitude à la communication et travail en équipe interculturelle et multidisciplinaire.	- Expérience significative (10 ans) dans le **domaine phytosanitaire**, et en particulier de l'homologation et du contrôle de la réglementation relative aux produits phytosanitaires. - Expérience à l'international souhaitée. - Expérience dans la conduite et la gestion de projets, de préférence financés par l'UE. - Capacités de rédaction et de communication.
MODALITES DE CANDIDATURE	Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un **CV en français** (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert du chef de service. Elles sont à adresser au plus tard le **30 avril**, délai de rigueur, à Monique Tran, Directrice du GIP ADECIA et Pierre Primot, Chef du bureau des négociations européennes et multilatérales à la Direction générale de l'alimentation.	
CONTACTS	Pierre PRIMOT (pierre.primot@agriculture.gouv.fr, 01 49 55 80 02) Monique TRAN, GIP ADECIA (monique.tran@agriculture.gouv.fr, 01 49 55 54 17)	
Pour en savoir plus	http://ec.europa.eu/europeaid/where/neighbourhood/overview/twinning_fr.htm http://www.adecia.org/qui-sommes-nous/offres-demploi.html	

Conseillers résidents de jumelage

Dans le cadre des appels à proposition de Jumelages de plus de 6 mois, la France doit proposer un/une Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ)

Responsabilités
Le conseiller(ère) résident(e) de jumelage est un(e) expert(e) long-terme international ayant en charge la direction des opérations au quotidien.
Résidant dans le pays bénéficiaire pour une longue durée (de 12 à 24 mois), il/elle sera responsable de la gestion globale et la coordination des activités du projet, en collaboration étroite avec le chef de projet et les experts du pays bénéficiaires et français :

- préparer tous les documents liés au jumelage,
- coordonner et organiser les activités de formation et de visites d'étude,
- fournir des conseils techniques pour la gestion du personnel dans le cadre du développement du projet,
- faciliter la coordination entre les ministères et les institutions impliquées,
- organiser des réunions avec les acteurs et parties prenantes du projet,
- fournir un appui aux experts court-terme pour la bonne organisation des formations.

Le départ et le retour de l'agent en mission long-terme peuvent être facilement anticipés :

- une période de latence de 6 à 12 mois, entre le dépôt d'une offre et le départ en mission,
- la durée d'un jumelage est fixée dès le début, et peut être allongée d'une durée de 3 mois maximum.

Rémunération
Le CRJ continuera à percevoir son salaire normal (dont les primes, supplément familial…) dans son État membre d'origine tout au long de sa mission.

Pour le compte du MAAF, le GIP Adecia perçoit une somme équivalente à celle qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler dans son administration d'origine (et non à l'étranger), y compris les charges sociales et patronales assimilées, plus une prime de 6 % du montant total pour couvrir les frais supplémentaires d'un remplaçant.

En plus de son salaire normal, le CRJ recevra une allocation de subsistance égale à une demi-indemnité journalière selon le taux fixé par la Commission pour toute la durée de sa mission.
http://ec.europa.eu/europeaid/work/procedures/implementation/per_diems/index_fr.htm

Les frais suivants lui seront également remboursés (sur présentation d'un justificatif du paiement) en fonction d'un barème applicable à tous les EM:

- loyers pour logement:
- frais de scolarité si le CRJ est accompagné de ses enfants;
- frais de voyage au début et à la fin de sa mission;
- frais de déménagement (pour le contenu complet de son ménage s'il est accompagné de sa famille ou pour une partie de ses effets personnels, s'il déménage seul);
- indemnité mensuelle pour voyage aller-retour dans l'EM à partir du second mois de sa mission, si aucun frais lié aux membres de la famille n'est facturé au projet;
- assurance maladie et accident.

Spécificités des agents à la retraite

Des experts récemment mis à la retraite (moins de deux ans avant le lancement du projet) peuvent être réengagés en qualité d'agents publics temporaires soit par une administration, soit par un organisme mandaté. À l'instar des fonctionnaires non statutaires, ils doivent être liés contractuellement à l'organisme responsable du projet de jumelage. Le remboursement du salaire des experts récemment mis à la retraite s'effectuera selon les mêmes principes que ceux qui ont été énoncés plus haut pour les agents publics temporaires.

Si la législation nationale prévoit la déduction du montant de la retraite du traitement du fonctionnaire du secteur public, le projet ne remboursera que les dépenses salariales réelles du contractant.

ONCFS
Avis n° 14-92 **25.03.2014**

EMPLOI A POURVOIR EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE
Du 5 mai au 28 octobre 2014, avec une prolongation éventuelle

Catégorie :	Personnel de conception et d'encadrement Ingénieur des travaux (A technique)
Fonction :	Chargé de mission « Tortues marines » (F/H)
Affectation :	ONCFS- Délégation interrégionale Outremer, Cellule technique, Antilles françaises. Ce poste est ouvert dans le cadre du programme « réduction des problématiques tortues marines aux Antilles françaises (REPROTOMAF), financé par le FEDER, la DEAL Guadeloupe et la Région Guadeloupe.
Résidence administrative :	Guadeloupe Chemin de Boyer, Boisbert 97129 Lamentin Guadeloupe (Non logé)
Prise de fonction souhaitée :	5 mai 2014

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'Office emploie près de 1600 agents ; il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

L'ONCFS a en charge la gestion du plan de restauration des tortues marines en Guadeloupe pour le compte de la DEAL (marché public DEAL971/RN-2013-044). L'ONCFS monte et gère des programmes financiers permettant la mise en œuvre d'actions du plan en partenariat avec les membres du Réseau Tortues Marines Guadeloupe et de partenaires extérieurs. L'actuel programme financier « REPROTOMAF » développe un panel d'actions relatives à la protection des sites de pontes, à l'amélioration des connaissances, à la lutte anti-braconnage, aux soins des tortues marines, à la sensibilisation et la communication, à la valorisation éco-touristique des tortues marines et à la réduction des captures accidentelles par la pêche.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Chargé d'études et de développement « Antilles françaises » et avec le coordinateur Tortues Marines en charge de la mise en œuvre globale du plan de restauration Tortues Marines Guadeloupe, le Chargé(e) de mission Tortues Marines de Guadeloupe :
- gère techniquement et financièrement les actions spécifiques du REPROTOMAF, notamment dans le domaine de la communication et de la valorisation des résultats du programme,
- accompagne le Coordinateur dans la réalisation des actions de coordination du PRTMAF.

Activités principales

- **Appui au coordinateur pour la gestion administrative du projet environnemental « tortues marines »**

Le chargé de mission accompagnera le coordinateur pour la mise en œuvre (coordination, réalisation, gestion administrative et financière) des actions relatives aux volets :

1. Pêche
2. Lutte anti-braconnage
3. Habitat
4. Valorisation écotouristique
5. Scientifique
6. Sauvetage
7. Sensibilisation
8. Coordination

➢ **Appui technique et réalisation d'actions d'information en vue de valoriser le plan de restauration des tortues marines en Guadeloupe**

- **Sauvetage**
- Assurer le suivi de la gestion des données « échouages/détresses »
- Utiliser les tortues marines comme support de sensibilisation
- **Préservation des habitats et valorisation écotouristique**
- Suivre les éléments détériorant les sites de ponte
- Développement de supports d'information et de communication sur les plages de pontes
- **Actions scientifiques:**
- Gestion de l'ensemble des données collectées sur les différents suivis (pontes, échouages, baguage…)
- **Sensibilisation :**
- Mettre à jour le site internet
- Dynamiser le réseau d'acteurs et de partenaires
- Communiquer au niveau régional et international sur les résultats obtenus par le programme
- Développer des supports de communication
- Valorisation des résultats du programme

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissances
Gestion de projet (animation et suivi réglementaire et administratif de fonds européens).	Connaissance de la Région Guadeloupe et des acteurs de l'environnement.
Expérience dans la protection de la nature.	Bonne connaissance des problématiques de protection des tortues marines.
Aptitude à communiquer avec une diversité d'acteurs et à prendre la parole en public.	Techniques de communication.
Capacité à travailler en autonomie dans un cadre défini et à rendre compte.	Anglais parlé et écrit.
Maîtrise des logiciels de bureautique	

Savoir-être : Capacité d'écoute et d'élocution, esprit de synthèse.

Diplôme et qualifications :

- Etre titulaire d'un master 2 (Bac+5) ou équivalent dans le domaine de la biologie ou de l'environnement.
- Disposer du permis de conduire B

Conditions particulières d'exercice : travail de terrain en conditions tropicales

Personnes à contacter- Modalités pour déposer une candidature

➢ **Pour obtenir des renseignements sur le poste**

Monsieur Antoine CHABROLLE (avant le 9 avril 2013), Chargé de mission du Plan de Restauration des Tortues Marines de Guadeloupe, antoine.chabrolle@oncfs.gouv.fr GSM : +590 (0)690 74 03 81 Tel : +590 (0)590 99 23 52

Ou Monsieur Dominique GAMON : Délégué interrégional Outre-Mer ; dominique.gamon@oncfs.gouv.fr
Tel : 01 44 15 10 48

➢ **Pour candidater**

Les personnes intéressées devront adresser à la Direction des ressources humaines leur candidature (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation), en indiquant le numéro du présent avis, **avant le 15 avril 2014 -** terme de rigueur.
Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis avenue de Wagram
75017 PARIS

ONCFS **24.03.2014**
Avis n° 14-91

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI, A POURVOIR A COMPTER DU 15 MAI 2014
A pourvoir par contrat à durée déterminée (1an) renouvelable

Catégorie et grade	Personnel de conception - Catégorie A+ (ingénieur)
Fonction :	Ingénieur expert en épidémiologie ou en écotoxicologie appliquée à la faune sauvage (H/F)
Affectation :	Direction des études et de la recherche (DER) - Unité sanitaire de la faune Ce poste étant ouvert par la voie d'un programme temporaire, il est à pourvoir en contrat à durée déterminée.
Résidence administrative :	Auffargis (78) – Non logé

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr. L'Office emploie environ 1600 agents ; il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

La direction des études et de la recherche (DER) est l'une des trois directions opérationnelles de l'ONCFS. A l'écoute de la demande sociale, recueillie en particulier par les échelons territoriaux de l'Office, elle prépare et conduit la politique de la production de connaissances (études, suivis et recherche appliquée à la gestion des espèces et des habitats), d'études, d'expérimentation et de recherche appliquée à la gestion des espèces et des habitats. L'activité de la DER est répartie entre cinq unités thématiques d'étude et de recherche appliquée à compétence nationale chargées de mettre en œuvre un programme pluriannuel de recherche. Elle comprend également l'unité sanitaire de la faune (USF), à vocation transversale dans le domaine de la surveillance sanitaire et des pathologies de la faune sauvage et de l'écotoxicologie.

L'USF anime le réseau SAGIR, dispositif national de surveillance sanitaire de la faune sauvage – principalement espèces chassables – reposant sur une collaboration étroite avec les fédérations des chasseurs. Les maladies partagées entre faune sauvage et animaux domestiques font l'objet de programmes ciblés avec l'appui financier du ministère chargé de l'Agriculture, dans le cadre d'une convention cadre signée en décembre 2012 pour cinq ans avec le MAAF et la FNC, relative à la surveillance épidémiologique des maladies animales d'intérêt vétérinaire et médical et des effets non intentionnels des produits phytosanitaires dans les populations d'animaux sauvages.

L'USF est composée, en plus du chef de l'Unité, de trois docteurs vétérinaires. Elle accueille des stagiaires, des doctorants et des personnels temporaires en fonction des travaux de recherche à mener.

Description de l'emploi

Affecté(e) au sein de l'Unité Sanitaire de la Faune (USF) de la Direction des Etudes et de la Recherche (DER), sous l'autorité du chef de l'unité, l'agent(e) sera chargé(e) de programmes (i) de suivi des effets non intentionnels des produits phytopharmaceutiques sur les oiseaux et mammifères sauvages et (ii) de surveillance épidémiologique de maladies animales transmissibles au bétail. Il (elle) devra poursuivre, encadrer et concevoir des travaux de surveillance biologique du territoire et de recherche écotoxicologique menés sur la faune sauvage, et mettre en œuvre les programmes de surveillance événementielle renforcée définis dans le cadre de la convention cadre MAAF-ONCFS-FNC. Cet agent travaillera en étroite collaboration avec ses collègues de l'Unité Sanitaire de la Faune et des CNERA, ainsi qu'avec les partenaires de l'Office dans ces domaines. Il (elle) assurera l'essentiel du travail d'animation à réaliser auprès des acteurs de terrain, il participera à l'analyse des données à leur valorisation technique et scientifique. Il participera aux réunions techniques et institutionnelles organisées dans son champ d'activité.

Activités principales

- En écotoxicologie.

- Réaliser le programme de suivi des effets non intentionnels des produits phytopharmaceutiques (ENI-PPP) sur les mammifères et oiseaux défini dans le cadre de la convention cadre signée avec le MAAF et la FNC. La conduite de ces études, qui s'appuient en grande partie sur le réseau SAGIR, implique une parfaite coordination avec les collègues chargés de la gestion et de l'animation du réseau, ainsi que de ceux qui mènent des travaux en biologie des populations sur les espèces ciblées. Le (la) candidat(e) réalisera le traitement et l'analyse des données, en lien avec les collègues concernés.
- Participer, avec la responsable scientifique de SAGIR, à l'animation du volet biovigilance toxicologique du réseau (surveillance événementielle basale), aux expertises et évaluations en écotoxicologie, à l'analyse des données et à leur valorisation.
- Contribuer à la définition de protocoles d'étude permettant de réaliser le suivi post-homologation de certaines molécules dont ce suivi est recommandé par l'ANSES.
- Dans le cadre des partenariats scientifiques de l'ONCFS, participer à la définition puis la réalisation de travaux souhaités par les instances de pilotage.

- En épidémiologie des maladies animales transmissibles.

- Organiser la conception et réaliser les programmes de surveillance événementielle renforcée sur les mammifères et oiseaux définis dans le cadre de la convention signée avec le MAAF et la FNC. La conduite de ces études implique une parfaite coordination avec les collègues chargés de la gestion et de l'animation du réseau, avec les ceux qui conduisent des recherches sur les maladies au sein du pôle maladies transmissibles de l'USF, ainsi qu'avec les chercheurs qui mènent des travaux en biologie des populations sur les espèces ciblées. Le (la) candidat(e) réalisera le traitement et l'analyse des données, en lien avec les collègues concernés.
- Dans le cadre des partenariats scientifiques de l'ONCFS, participer à la définition puis la réalisation de travaux souhaités par les instances de pilotage.

L'agent(e) participera aux réunions et travaux organisés dans son champ d'activité, en collaboration avec les représentants et experts des autres organismes représentés dans les groupes de travail ou instances concernés.

Tous les résultats des travaux menés feront l'objet d'une valorisation technique et scientifique, par des publications dans des revues scientifiques internationales, des revues de vulgarisation technique, la lettre du réseau SAGIR ainsi que par des séminaires dans différents congrès scientifiques et ateliers techniques.

Profil attendu

Savoir-faire	**Connaissances**
Aptitude à concevoir un programme de recherche et maîtrise de l'analyse et du traitement de données épidémiologiques	L'agent(e) aura un profil d'épidémiologiste et/ou d'écotoxicologue. Il (elle) devrait pouvoir justifier de publications dans ces disciplines. Une culture en pathologie serait très utile pour participer à la définition des protocoles de surveillance des maladies priorisées par le MAAF. Il disposera de connaissances et d'une expérience dans l'utilisation des bases de données et dans le traitement statistique des données. Une expérience dans la modélisation et la représentation géographique serait appréciée.
Expérience de travail en partenariat avec divers organismes institutionnels, associatifs et gestionnaires et capacité à dialoguer avec d'autres experts, à prendre en compte leurs critiques et à intégrer des connaissances pluridisciplinaires	Bonnes connaissances des acteurs du monde cynégétique, naturaliste, scientifique et des acteurs institutionnels.
Aptitude à rédiger des articles scientifiques et de vulgarisation, à diffuser des travaux dans des colloques internationaux et plus généralement à transmettre les connaissances produites dans un langage adapté aux différents publics (communauté des pairs, étudiants, médias, institutions...)	Maîtrise orale et écrite de l'anglais

Aptitude au travail en équipe et en réseau	
Capacité à travailler de façon autonome dans un cadre défini et à rendre compte	

Diplôme et qualification : diplômé d'une grande école ou d'une université, le candidat doit justifier d'études supérieures en sciences de la vie et sera titulaire de diplômes au moins équivalent au niveau doctorat vétérinaire ou/et doctorat universitaire et aura suivi avec succès un enseignement spécialisé en épidémiologie.

Conditions particulières d'exercice

Des déplacements assez fréquents (en France et exceptionnellement à l'étranger) sont à prévoir.

Personnes à contacter, déposer une candidature

- **Pour obtenir des renseignements sur le poste :**

– Jean-Yves CHOLLET- Chef de l'Unité sanitaire de la faune, 01 30 46 60 24 - jean-yves.chollet@oncfs.gouv.fr

- **Pour candidater**

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur candidature avant le **15 avril 2014** - terme de rigueur - par lettre de motivation (avec curriculum vitae détaillé).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis avenue de Wagram
75017 PARIS

ONCFS **21/03/2014**
Avis n° 14-88

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI
A pourvoir par voie de mutation interne, de détachement ou de mise à disposition, voire de contrat à durée déterminée (3 ans)

Catégorie :	Personnel de conception et d'encadrement (catégorie A)
Fonction :	Délégué interrégional adjoint Outre-mer (F/H)
Affectation :	Délégation interrégionale Outre-mer
Résidence administrative :	Cayenne ou communes limitrophes (Guyane)- Non logé

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr

L'Office emploie 1 600 agents ; il est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations interrégionales).

Dans le cadre de ce Contrat et de la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, il est demandé à l'ONCFS de développer ses missions en Outre-mer.

La Délégation interrégionale Outre-mer est composée:
- d'un Délégué interrégional et de son adjoint,
- d'une cellule administrative,
- d'une cellule technique formée de 3 antennes basées aux Antilles Françaises, en Guyane et à La Réunion, chargée des actions d'expertise, d'appui technique et d'études,
- de 5 services mixtes ONCFS et ONEMA (office national de l'eau et des milieux aquatiques) basés en Guyane, en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte, et d'un service départemental à St Pierre et Miquelon.

Description de l'emploi

Seconde et assiste le délégué interrégional tout particulièrement en matière de suivi de l'activité et de gestion administrative (finances et ressources humaines notamment) et représente celui-ci dans le cadre des missions qui lui sont confiées. Dans ce cadre, selon la délégation délivrée par le délégué interrégional, il a autorité sur les agents affectés à la délégation interrégionale.
L'agent travaille en lien de coordination fonctionnelle avec les chefs de service mixte de police de l'environnement (SMPE) qui représentent le Délégué interrégional Outre-mer sur chacun des départements concernés

Activités principales

➢ **Appui en matière d'animation territoriale, de pilotage des missions et de suivi du contrat d'objectifs.**

- **Assiste** le Délégué interrégional **dans l'élaboration et la mise en œuvre des objectifs et des orientations**, ainsi que dans l'élaboration et le suivi des plans de contrôle, et de leur analyse en fonction des objectifs fixés.
- Réalise des outils et des **tableaux de bord d'aide à la décision.**
- **En tant que de besoin, assiste le Délégué interrégional dans la coordination des missions** en matière de police de la chasse et de l'environnement, de recherche et de développement.
- **Contribue à l'animation, à la coordination** et au contrôle du bon fonctionnement des services placés sous la responsabilité du Délégué interrégional, en assurant une gestion de proximité ;
- Assure l'**intérim** du Délégué interrégional pendant ses congés.

➢ **Appui spécifique en matière de gestion administrative**

- **-Seconde le Délégué interrégional pour l'évaluation, la gestion, l'organisation et la répartition des moyens** de la délégation interrégionale mis à sa disposition (budget, matériels, locaux,…)

- **Rédige des instructions aux services, des fiches synthétiques, notes, courriers et études diverses** et prend en charge des **dossiers pouvant nécessiter une expertise réglementaire, technique et juridique**.
- Organise le récolement, **analyse et propose des arbitrages sur des dossiers d'ordre administratif**, en matière d'enquête, de ressources humaines (personnels, formation), de logistique, de marchés…
- **Assure le suivi budgétaire** et analyse les coûts.
- **Assure l'interface avec le Délégué interrégional**, entre les services déconcentrés et les directions centrales ;
- **Contribue à la politique de concertation et de partenariat avec les services de l'Etat, les autres établissements publics** (l'ONEMA, notamment) les collectivités territoriales et le monde associatif, notamment dans son application administrative (montage financier, convention de partenariat, etc…).

Profil attendu

Savoir-faire	Connaissances
Apporter un appui dans le respect des attributions confiées.	Contexte professionnel et fonctionnement des institutions administratives.
Gérer et encadrer des personnels. Management public et gestion des ressources humaines	Fonctionnement administratif et comptable d'une établissement public
Travailler en réseau, notamment avec des services administratifs	Règles de gestion publique (budget, marché publics…)
Communiquer en interne, notamment pour expliquer le sens de l'action, notamment vis à vis des partenaires.	Connaissance des techniques de communication.
Compétences attendues sur des fonctions administratives: maîtrise de la rédaction et des outils bureautique, capacité de synthèse.	

Diplôme et qualifications

Pour les recrutements en contrat à durée déterminée, un diplôme de niveau I (Master 2), idéalement obtenu dans le domaine de la gestion administrative, est attendu ; toutefois, les éventuelles candidatures internes de chargés de mission de l'ONCFS ou de cadres administratifs (attachés) disposant d'une expérience significative de la gestion dans le secteur public seront étudiées.

Qualités requises :

- Rigueur et sens de l'organisation
- Bonnes capacités relationnelles et d'écoute
- Discrétion
-

Conditions particulières d'exercice

Contribue à l'encadrement d'une équipe dispersée sur le territoire ultramarin.
Consacre une part importante de son temps de travail à la gestion administrative.

Date souhaitée de prise de fonction : 1er juillet 2014

Personnes à contacter - Modalités pour déposer une candidature

➢ Pour obtenir des **renseignements** sur le poste

Monsieur Dominique GAMON Délégué interrégional Outre-mer (01 44 15 10 48 dominique.gamon@oncfs.gouv.fr)

➢ **Pour candidater**

Les personnes intéressées devront adresser à la Direction des ressources humaines leur candidature par courriel, en indiquant le numéro du présent avis, avant le 10 mai 2014 - terme de rigueur -, selon les cas :
-en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
-ou en **externe,** avec curriculum vitae détaillé, lettre de motivation et pour les candidatures via un détachement ou une mise à disposition, les trois dernières fiches de notation ou d'évaluation.

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : marie-france.kerveadou@oncfs.gouv.fr

Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines
85 bis avenue de Wagram
75017 PARIS